

Article 31 du Règlement

[Traduction]

LE BUDGET DE LA SASKATCHEWAN

M. Geoff Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia): Monsieur le Président, je félicite le gouvernement de la Saskatchewan de la décision qu'il a prise dans son récent budget de s'attaquer au déficit par le biais de compressions des dépenses et d'augmentations des impôts, de façon à «garantir que tout ce dont nous jouissons aujourd'hui puisse être transmis à nos enfants et à nos petits-enfants.»

C'est certainement là une mesure dont devrait s'inspirer tous les paliers de gouvernement, et c'est précisément ce que fait le gouvernement fédéral depuis huit ans afin de régler le problème de la dette laissée par le gouvernement Trudeau. Pourtant, il est ironique de constater que chaque mesure fiscale et compression de programme décrétée par le gouvernement fédéral a été contestée par l'opposition néo-démocrate et libérale.

Je félicite le gouvernement néo-démocrate de la Saskatchewan d'avoir enfin compris. Il est à espérer que les députés fédéraux néo-démocrates de cette province tirent un enseignement de leurs confrères provinciaux, à savoir l'importance et la nécessité d'appliquer des programmes de réduction du déficit, tant au niveau provincial que fédéral.

* * *

LES CENTRES D'ACCUEIL

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, si le gouvernement de la Saskatchewan doit réduire le déficit, c'est à cause de l'héritage que le gouvernement Devine a laissé à la province.

Partout au Manitoba, les centres d'accueil sont victimes de politiciens insensibles qui ne comprennent tout simplement pas leur valeur pour la société.

Il y a trois mois, le gouvernement fédéral a annoncé des compressions de 10 p. 100 visant certains programmes autochtones comme les centres d'accueil. La semaine dernière, au Manitoba, le gouvernement conservateur de Gary Filmon a porté un dur coup aux groupes autochtones en annonçant des compressions de 100 p. 100 pour tous les centres d'accueil indiens et métis de la province.

Les centres d'accueil valent leur pesant d'or. Souvent, ils offrent les seuls services sociaux accessibles aux autochtones des régions urbaines du Canada, comme des services de consultation, d'orientation et d'hébergement,

des services pour les jeunes, des programmes de loisirs et d'éducation, des services d'interprétation et autres. Ils font office de banques d'alimentation et offrent des secours d'urgence, ainsi que les services d'interprètes dans le secteur des soins de santé.

Si le gouvernement comprenait le rôle essentiel que jouent les centres d'accueil, il ne réduirait pas leur financement, mais l'augmenterait. Il faut empêcher la fermeture de nos centres d'accueil.

* * *

LES TROUPES CHARGÉES DU MAINTIEN DE LA PAIX

M. Ross Belsher (Fraser Valley—Est): Monsieur le Président, je signale à tous les députés le retour du 1^{er} Régiment du Génie, dépêché en Croatie.

Pendant six mois, les 120 membres du 1^{er} Régiment du Génie, stationnés à la base militaire de Chilliwack, ont fait partie de la Force de protection des Nations Unies dans l'ancienne république yougoslave.

Dans le climat très pénible qui régnait après l'éclatement de la Yougoslavie, les troupes se sont distinguées en s'acquittant de leur mission, qui était de protéger le réseau routier et de construire des installations pour les forces des Nations Unies. Je tiens à féliciter le commandant du régiment, le major Carmen Bradley.

• (1415)

Samedi soir, au cours d'une cérémonie marquant le retour des troupes à la base, j'ai eu l'honneur de rencontrer les familles des soldats. J'ai l'impression que seuls les ex-membres des Forces canadiennes ou les proches des militaires connaissent les tensions que vivent les enfants et les conjoints des soldats au cours de longues missions à l'étranger. Ceux qui sont restés à la maison ont admirablement bien appuyé nos troupes.

Je félicite et remercie les militaires de retour au pays et leur famille. Nous sommes très fiers de vous tous.

Des voix: Bravo!

* * *

L'AIDE EXTÉRIEURE

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, le gouvernement du Canada a non seulement réduit de façon draconienne le budget de l'aide officielle au développement, il a aussi modifié sa politique dans ce domaine sans tenir au préalable un débat